



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

Supplément à CPS
n°98
15 janvier 2005

"On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme" (LÉNINE)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

Pour en finir avec cette politique réactionnaire, la première exigence :

**FRONT UNIQUE DES SYNDICATS (CGT, FO, FSU) ET DES PARTIS (PS, PCF)
CONTRE CHIRAC, SON GOUVERNEMENT, SA MAJORITÉ UMP-UDF,
POUR LEUR INFLIGER UNE DÉFAITE POLITIQUE, LES VAINCRE ET LES CHASSER !
RETRAIT TOTAL ET DÉFINITIF DU PROJET DE LOI D'ORIENTATION SUR L'ÉCOLE !
RETRAIT DE TOUS LES PROJETS DE DESTRUCTION DU STATUT DES FONCTIONNAIRES!**

Le 31 décembre, Chirac a annoncé qu'il mettait au centre de ses projets pour l'année 2005 la réforme de l'école ainsi que la loi d'orientation sur la Recherche. Ces deux projets de loi s'articulent avec d'autres projets tout aussi réactionnaires : loi Borloo menaçant les contrats à durée déterminée, diminution drastique du nombre de fonctionnaires, projet de Dutreil s'attaquant au statut des fonctionnaires; sans compter les innombrables mesures en faveur du patronat et la baisse générale du pouvoir d'achat de tous les travailleurs du privé comme du public.

DES PROJETS ULTRA – RÉACTIONNAIRES CONTRE L'ÉCOLE PUBLIQUE.

Ces projets s'attaquent à de nombreux acquis. Ainsi le projet de loi Fillon sur l'école, en introduisant une partie de contrôle continu pour le bac et les autres diplômes vise à détruire tous les diplômes nationaux : il y aura autant de baccalauréats qu'il y a de lycées. L'inégalité sociale en sera aggravée. En détruisant les diplômes nationaux sur lesquels se fondent les grilles de qualification, le gouvernement pourra disloquer toutes les conventions collectives qui limitent la concurrence entre les travailleurs face au patron. En outre, ce projet Fillon a comme objectif de détruire les statuts des enseignants par la polyvalence, la flexibilité, la soumission des enseignants aux projets d'établissement...

DES PROJETS POUR DÉTRUIRE LE STATUT DES FONCTIONNAIRES.

Ce projet Fillon s'intègre dans un autre projet: la liquidation des 900 corps de la Fonction publique qui devraient être remplacés par vingt huit « cadres statutaires ». À ceci s'ajoute le programme PACTE organisant l'embauche d'un grand nombre de fonctionnaires hors concours. Les décrets, soumis à discussion aux syndicats, sont quasiment prêts. L'ensemble est la négation des concours, qualifications et diplômes nationaux et complète le projet Fillon de liquidation du bac. Avec la diminution massive du nombre de fonctionnaires, la diminution de leur pouvoir d'achat et le développement des primes aux mérite, l'offensive gouvernementale forme un tout cohérent.

De même, le projet de liquider les diplômes nationaux s'articule avec le plan Borloo de développement massif de l'apprentissage, l'extension et la pérennisation des contrats précaires... Quant à la Poste ou à la SNCF, le processus de privatisation s'articule avec la destruction des statuts des agents. Ces entreprises s'intéresseront de plus en plus aux « gros clients » et serviront de moins en moins bien la masse de la population. Pour Chirac et son gouvernement, il n'y a qu'une seule règle : satisfaire les demandes du Medef. Au lendemain des vœux de Chirac, le baron Seillière avait du mal à cacher son plaisir, et en demanda aussitôt davantage.

LES TRAVAILLEURS VEULENT EN FINIR AVEC CE GOUVERNEMENT.

En mai-juin 2003, la mobilisation en défense des retraites et contre la loi de décentralisation s'était affrontée à ce gouvernement. Pour gagner sur ses revendications, il était nécessaire de lui infliger une défaite politique. C'est pour protéger ce gouvernement de la mobilisation que les dirigeants syndicaux ont alors refusé d'appeler à la grève générale ; ils ont poursuivi la « concertation » avec le gouvernement . Chirac a donc pu faire passer ses deux lois réactionnaires sur les retraites et la décentralisation . Mais la question était posée : comment en finir avec ce gouvernement, quelle alternative au gouvernement de Chirac ?

En mars avril 2004, puis en juin 2004, les travailleurs, la grande masse de la population ont infligé à Chirac une défaite incontestable en votant pour les candidats du PS et du PCF (aux cantonales notamment) ou pour les listes dirigées par le PS et le PCF. Par leur vote, les travailleurs ont indiqué non seulement qu'ils voulaient en finir avec Chirac et son gouvernement mais qu'un autre gouvernement était immédiatement possible, un gouvernement du PS et du PCF. La responsabilité des dirigeants syndicaux, du PS et du PCF était de déclarer : « **Dehors Chirac ! Dehors cette majorité (UMP-UDF) à l'Assemblée !** »

Mais contre cette aspiration, ils ont aussitôt fait savoir que Chirac était légitime jusqu'en 2007 et les dirigeants des confédérations syndicales ont de nouveau légitimé Chirac en reprenant avec lui les « négociations » sur ses projets réactionnaires. Chirac peut donc poursuivre sa politique anti-ouvrière.

LA POPULATION LABORIEUSE DEVRAIT-ELLE SUBIR CETTE POLITIQUE JUSQU'EN 2007 (OU DAVANTAGE) ?

Chaque semaine qui passe, ce sont de nouveaux coups contre les travailleurs et la jeunesse. Tant que ce gouvernement sera en place, il poursuivra son offensive. Aucune « négociation », aucune « grève pression » ne le fera reculer, bien au contraire. Le « dialogue social » est utilisé de manière systématique par ce gouvernement pour faire avaliser ses projets. La « concertation » les « discussions multiples » servent à démobiliser les travailleurs. C'est par le dialogue social qu'il a préparé l'attaque contre les retraites de 2003. C'est par le « grand débat » sur l'école qu'il a préparé le rapport Thélot, et par la discussion du rapport Thélot avec les dirigeants syndicaux qu'il a préparé l'actuel projet de loi d'orientation sur l'école. Aujourd'hui, le gouvernement entend faire voter sa loi pendant les congés de février. Alors que la masse des enseignants est prête à engager le combat pour interdire ce projet de loi, les dirigeants syndicaux volent au secours de Chirac et de Fillon en exigeant « une autre loi d'orientation » -ce qui légitime la « réforme »-.

Non ! Les enseignants, les familles de travailleurs, les lycéens et les étudiants ne veulent pas « une autre loi d'orientation ». Ils exigent : Assez de ces réformes réactionnaires ! Assez de cette politique ! Assez de ce gouvernement !

Le rôle des dirigeants syndicaux, c'est d'être au service des travailleurs. Leur responsabilité, c'est donc de rompre immédiatement toutes les discussions en cours avec le ministre Fillon comme avec les autres ministres, de mettre fin au dialogue social avec le gouvernement.

Leur responsabilité, c'est d'exiger : **retrait pur et simple du projet de loi d'orientation sur l'école et d'appeler à la manifestation à l'Assemblée nationale.**

Leur responsabilité c'est d'exiger le retrait pur et simple du projet de loi d'orientation sur la Recherche qui prépare la dislocation de la recherche publique et la transformation des jeunes chercheurs en précaires éternels. C'est d'exiger le retrait des plans Borloo, le retrait du projet de « modernisation » de la Fonction publique, l'abrogation des décrets et des mesures qui vont dans ce sens etc...

C'est sur cette base que doit se réaliser l'unité de l'ensemble dirigeants syndicaux organisations ouvrières.

Ceci implique de dire clairement : il faut pour en finir avec cette politique, il faut en finir avec Chirac et son gouvernement ! Mais avancer cette perspective implique de dire tout aussi clairement : il y a une alternative au gouvernement Chirac.

UNE ALTERNATIVE OUVRIÈRE IMMÉDIATE AU GOUVERNEMENT DE CHIRAC.

Nombre de travailleurs savent parfaitement que ni le PS, ni le PCF ne veulent chasser Chirac parce qu'il défend le système capitaliste. Mais par leur vote au printemps dernier, les travailleurs ont montré qu'une fois encore, ils cherchaient à utiliser le PS (et le PCF) parce que leur premier objectif est d'en finir avec Chirac et sa politique. La classe ouvrière ne peut avancer d'alternative à Chirac qu'avec les organisations dont elle dispose. Avancer la perspective d'un gouvernement des seuls PS et PCF est un moyen de réaliser l'unité de la classe ouvrière contre la bourgeoisie. C'est affirmer qu'il y a une alternative au gouvernement Chirac, qu'il est possible et nécessaire d'en finir avec Chirac et son gouvernement.

Bien évidemment, la classe ouvrière ne pourra en finir avec ce gouvernement, avec ce régime et cette société qu'en construisant un authentique parti ouvrier, c'est à dire un Parti ouvrier révolutionnaire. Mais un tel parti ne peut se construire qu'en combattant à chaque moment pour que se réalise le Front unique, c'est à dire l'unité dans le combat des organisations de la classe ouvrière.

Sur cette voie, l'exigence immédiate adressée au dirigeants de ces vieilles organisations ouvrières, c'est qu'ils se prononcent

- **Pour le retrait pur et simple du projet Fillon !**
- **Pour le retrait pur et simple du projet de tous les projets réactionnaires !**
- **Aucune concertation ! À bas le « dialogue social » ! Rupture immédiate de la « concertation » avec le gouvernement !**
- **Assez de ce gouvernement et de cette politique.**

Chirac et son gouvernement ne partiront pas d'eux-mêmes ; la mobilisation de toute la classe ouvrière par la grève générale peut l'imposer. Préparer les conditions d'une telle grève générale est indissociablement lié aux mots d'ordre ci-dessus